

OTC

a déclaration entre Moscou et Bakou ne contredit pas l'alliance entre la Russie et l'Arménie

La déclaration signée entre la Russie et l'Azerbaïdjan ne crée aucun problème pour l'alliance de la Russie avec l'Arménie, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

Ses propos ont été tenus lors d'un briefing à Moscou vendredi.

Selon elle, Moscou se conformera à toutes ses obligations envers Erevan, qui est un allié proche et de longue date de la Russie.

« Nous sommes convaincus que la signature de la déclaration susmentionnée avec Bakou renforcera la coopération trilatérale entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie », a déclaré M^{me} Zakharova.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a ajouté que, compte tenu de l'évolution des réalités géopolitiques dans la région, la Russie met constamment à jour la base de traités bilatéraux avec l'Arménie, qui contient actuellement environ 200 documents.

Dans le même temps, la déclaration signée par les présidents de la Russie et de l'Azerbaïdjan, selon M^{me} Zakharova, contribue à renforcer la sécurité régionale.

« En ce qui concerne le règlement du Karabakh et la normalisation des relations arméno-azerbaïdjanaises, la déclaration elle-même sur la coopération alliée avec l'Azerbaïdjan contient un passage selon lequel les parties faciliteront mutuellement les efforts visant à mettre en œuvre les dispositions des accords des dirigeants de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Russie du 9 novembre 2020 ainsi que du 11 janvier et du 26 novembre 2021 », a noté la représentante du ministère russe des Affaires étrangères.

Elle a précisé que la 10^e clause stipule que les parties coopéreront pour résoudre

les tâches résultant des accords précédemment conclus et coopéreront étroitement pour établir une paix à long terme entre les États de la région. Les présidents russe et azerbaïdjanais ont signé un accord de coopération.

Par Ara Toranian

2-Les Echos

25/02/2022

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/en-direct-ukraine-toute-lactualite-sur-levolution-de-la-situation-ce-vendredi-25-fevrier-1389618>

Ukraine : ce qu'il faut retenir de la journée du vendredi 25 février

« Les forces ukrainiennes se battent courageusement et sont en mesure d'infliger des dommages aux forces russes qui les envahissent », a déclaré le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. L'offensive russe en Ukraine a « perdu de son élan » au cours des dernières 24 heures, estime également le Pentagone.

Des troupes russes approchent de Kiev par le nord-est et l'est alors que des combats sont en cours à Kiev et au nord de la capitale ukrainienne. Le président ukrainien affirme que l'armée russe vise des zones civiles. Volodymyr Zelensky appelé l'UE à alourdir les sanctions contre la Russie. Celle-ci veut « couper tous les liens entre la Russie et le système financier mondial », a affirmé le ministre français de l'Economie. Par ailleurs, une session extraordinaire du conseil des ministres de l'Intérieur de l'UE se tiendra ce week-end pour « évoquer les

réponses concrètes à apporter à la situation en Ukraine », selon Gérald Darmanin. Un sommet de l'Alliance atlantique consacré à la crise en Ukraine se déroulera en visioconférence aujourd'hui.

> Conseil de l'Europe contre la Russie : la Turquie s'est abstenue

La Turquie s'est « abstenue » vendredi lors du vote visant à suspendre la Russie du Conseil de l'Europe en réponse à l'invasion de l'Ukraine, a indiqué le ministre turc des Affaires étrangères. « Lors du vote à Strasbourg (siège du Conseil de l'Europe, ndlr) la Turquie a choisi l'abstention. Nous ne voulons pas couper le dialogue » avec la Russie, a justifié Mevlüt Cavusoglu lors d'un entretien à la chaîne NTV. Ankara a pourtant jugé à plusieurs reprises « inacceptable » l'invasion russe de l'Ukraine. Selon le magazine allemand Der Spiegel, la Turquie est le seul membre de l'organisation pan-européenne à s'être abstenu, l'Arménie et la Russie ont voté contre et tous les autres (42) pays, pour, la suspension de Moscou. L'Azerbaïdjan n'a pas pris part au vote, ajoute l'hebdomadaire sans préciser sa source.

(...)

3-Les Nouvelles d'Arménie

25/02/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90412

Les ministres arménien et russe de

la Défense se sont rencontrés à Moscou aujourd'hui

Dans le cadre de sa visite de travail en Fédération de Russie, le ministre arménien de la Défense, Souren Papikyan a rencontré le 25 février le ministre de la Défense de la de Russie, le général d'armée Sergueï Choïgou.

Au cours de la réunion, des points de vue ont été échangés sur les questions de sécurité internationale et régionale. Un certain nombre de questions liées à la coopération militaire bilatérale arméno-russe ont été discutées.

Les parties ont salué la dynamique de la coopération arméno-russe, le dialogue politique, le rôle et les efforts de la Fédération de Russie visant à stabiliser la situation militaro-politique dans la région, ainsi que l'efficacité de la mission russe de maintien de la paix en Artsakh.

Au cours des discussions, il a été fait référence à la modernisation des forces armées de l'Arménie et au processus de réformes. A la fin de la réunion, le ministre de la Défense d'Arménie, Souren Papikyan a invité le ministre de la Défense de la Fédération de Russie, Sergueï Choïgou, à effectuer une visite officielle en Arménie.

Le même jour, le ministre arménien de la Défense a déposé une gerbe au Monument au soldat inconnu. Source Radio publique d'Arménie.

Krikor Amirzayan

4-Les Nouvelles d'Arménie

25/02/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90387

Pas de consignes d'évacuation pour les Arméniens d'Ukraine

Prudence... et attentisme. Tels sont les maîtres mots de la diplomatie arménienne, alors que la Russie, alliée et partenaire stratégique, a lancé une offensive de grande envergure, jeudi 24 février, sur l'Ukraine. L'Arménie, qui n'a pas reconnu l'indépendance des provinces séparatistes russophones du Dombass, proclamée mardi par le président russe Vladimir Poutine, s'attirant du même coup la reconnaissance du chargé d'affaires ukrainien à Erevan, a bien sûr évoqué cette nouvelle crise avec son allié russe au plus haut niveau, à la faveur d'un entretien téléphonique entre le premier ministre arménien Nikol Pachinian et le chef du Kremlin. Mais alors qu'éclatait la guerre en Ukraine, l'Arménie suivait son propre agenda en poursuivant le dialogue à Vienne avec la Turquie en vue d'une normalisation des relations turco-arméniennes, tout en se refusant à donner quelque consigne d'évacuation aux nombreux Arméniens résidant en Ukraine, dont plusieurs pays occidentaux ont déjà évacué leur personnels diplomatiques et ressortissants, bien avant que l'armée russe ne lance l'offensive. L'ambassade arménienne à Kiev a préféré appeler les Arméniens d'Ukraine à prendre contact avec la mission diplomatique et de l'informer de leur situation. Elle a publié les numéro d'urgence à contacter sur son site web ainsi que sur les réseaux sociaux. Le ministère arménien des affaires étrangères avait indiqué la semaine dernière qu'en dépit d'une menace toujours plus nette d'une invasion russe, il n'avait pas prévu d'évacuer le personnel de l'ambassade à Kiev ou du consulat dans la ville ukrainienne d'Odessa. Le ministère avait précisé mercredi que Erevan considérait tant la Russie que l'Ukraine comme des "pays amis" et exprimait l'espoir qu'ils régleront leur différend par la voie du "dialogue diplomatique". Il n'a pas non plus réagi immédiatement à l'offensive déclenchée le lendemain matin par le président Poutine qui l'a désigné comme une « opération militaire spéciale » contre l'Ukraine. Au même moment, le premier ministre arménien Nikol Pachinian effectuait une visite de travail de deux jours au Kazakhstan, qui avait fait l'objet début janvier d'une opération de rétablissement de l'ordre lancée par ses alliés de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) à laquelle avait participé un contingent arménien, en vue de soutenir le régime kazakh, menacé par un vent de fronde. Dans une allocution télévisée dans la matinée de jeudi, le président Poutine s'était employé à justifier l'offensive contre l'Ukraine en affirmant

notamment qu'il entendait mettre un terme aux efforts de l'Ukraine en vue d'acquiescer des armements nucléaires et faire cesser ses attaques contre les séparatistes russes du Donbass, à l'est de l'Ukraine, estimant que la reconnaissance de leur indépendance ne suffisait pas à les protéger des assauts d'un régime ukrainien qu'il entend du même coup « dénazifier ». Le président ukrainien Volodymyr Zelenskiy a indiqué pour sa part que Moscou avait lancé son offensive de grande envergure contre son pays, avec des tirs de missiles visant "nos infrastructures militaires" et des unités de gardes frontières dans plusieurs secteurs. Cette attaque massive a suscité aussitôt une condamnation unanime des pays occidentaux, qui l'avait certes annoncée depuis des jours mais ont néanmoins été pris de court, même s'ils ont préparé un arsenal de sanctions économiques visant à freiner Poutine dans sa lancée militaire. Le président américain Joe Biden a désigné cette opération comme une attaque "non provoquée et injustifiée" contre l'Ukraine en ajoutant que le monde "tiendrait la Russie pour responsable". De la même manière, l'Union européenne a accusé Moscou de "violation grossière de la loi et l'ordre internationaux et de menace à la sécurité et à la stabilité globales de l'Europe ». L'Ukraine abrite quelque 120 000 Arméniens. Selon l'Union des Arméniens d'Ukraine, leur nombre actuel serait bien plus élevé et seule la moitié aurait la nationalité ukrainienne. Ruben Makarian, un représentant de l'union, a fait état d'une "première vague de panique" parmi les Arméniens vivant dans les régions encore sous contrôle ukrainien des provinces russophones de Donetsk et de Lugansk constituant le Donbass. "Dans la région de Lugansk, les autorités locales ont annoncé une évacuation [de la population]", a indiqué Makarian, cité par le Service arménien de RFE/RL de Kiev en ajoutant : "Mais il n'y a pas d'évacuation spéciale prévue pour la communauté arménienne locale. Je suis en constant contact avec les leaders de la communauté [arménienne] ici". Les vols réguliers entre Erevan et Kiev et d'autres villes ukrainiennes avaient été annulés jeudi, l'Ukraine ayant fermé son espace aérien aux vols commerciaux, comme d'ailleurs la Russie pour son espace aérien au contact de la nouvelle zone de guerre. Dès la première journée de l'offensive, l'aéroport international de Kiev tombait sous le contrôle de l'armée russe, maître des airs comme de la mer ukrainiens, rendant plus problématique l'évacuation des civils ukrainiens, dont des dizaines de milliers se ruent déjà aux frontières orientales de l'Ukraine, espérant trouver refuge en Pologne, en Roumanie, en Moldavie, ou encore en Hongrie.

Par Garo Ulubeyan

5-Le Courrier d'Erevan

25/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/diasporas/propos-de-la-situation-des-armeniens-en-ukraine>

A propos de la situation des Arméniens en Ukraine

L'Union des Arméniens de l'Ukraine reporte que parmi les 400000 Arméniens, citoyens de pays différents qui vivent aujourd'hui en Ukraine, il n'y a pas à ce jour de victimes. Bien qu'il n'y ait pas encore tendance à évacuer les Arméniens, l'Union des Arméniens annonce avoir élaboré un plan concis pour cette opération si la situation s'y prête.

« L'Etat nous protège comme il peut. Les conditions sont les mêmes pour tout le monde. L'Union des Arméniens de l'Ukraine, ainsi que l'Ambassade d'Arménie en Ukraine sont en contact permanent avec tous les compatriotes et les communautés locales, afin d'éviter des issus tragiques. La guerre continue pendant 8 ans, nous sommes déjà habitués », - reporte Marat Hakopian, l'un des activistes de l'Union des Arméniens de l'Ukraine, ajoutant que parmi la communauté arménienne, dont la plupart sont des citoyens de l'Ukraine, il n'y a pas de divergences et qu'ils soutiennent tous l'armée ukrainienne.

6-Les Nouvelles d'Arménie

25/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90385

Deuxième réunion des représentants spéciaux de l'Arménie et de la Turquie

Les représentants spéciaux pour le processus de normalisation entre l'Arménie et la Turquie, respectivement le vice-président de l'Assemblée nationale d'Arménie Ruben Rubinyan et l'ambassadeur Serdar Kılıç ont tenu une réunion le 24 février à Vienne, a déclaré le ministère arménien des Affaires étrangères.

Il a indiqué que les représentants spéciaux ont confirmé que le but ultime des négociations est de parvenir à une normalisation complète entre l'Arménie et la Turquie, comme convenu lors de leur première réunion à Moscou. Ils ont échangé des vues sur d'éventuelles mesures concrètes pouvant être prises mutuellement à cette fin et ont réitéré leur accord pour poursuivre le processus sans conditions préalables. La veille, le président turc Recep Tayyip Erdogan, s'adressant aux journalistes, s'était félicité de la volonté de l'Arménie de normaliser ses relations avec la Turquie. « Cette région a besoin de paix, de stabilité et de prospérité... Le président azerbaïdjanais la considère également utile », a déclaré Erdogan. Quant à la position de la partie arménienne, il y a environ un mois, le Premier ministre Nikol Pachinian n'a pas exclu que l'établissement de relations diplomatiques entre l'Arménie et la Turquie puisse être réalisé d'ici la fin de cette année. « L'ensemble de la communauté internationale aide l'Arménie et la Turquie à normaliser leurs relations : la Russie, l'UE, les États-Unis, les pays de la région », a déclaré Pachinian.

Les envoyés spéciaux pour la normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie ont tenu leur première réunion le 14 janvier à Moscou. Le ministère arménien des Affaires étrangères a déclaré que la réunion s'était déroulée dans une atmosphère positive et constructive. Les envoyés spéciaux ont échangé des vues préliminaires sur le processus de normalisation du dialogue arméno-

turc. Bien que la Turquie ait été l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance de l'Arménie vis-à-vis de l'ex-Union soviétique, les pays n'ont pas de relations diplomatiques et la Turquie a fermé sa frontière commune en 1993, en signe de solidarité avec l'Azerbaïdjan qui était enfermé dans un conflit avec l'Arménie à propos de la région du Haut-Karabakh. La Turquie refuse également de reconnaître le génocide arménien, commis entre 1915 et 1923, lorsqu'environ 1,5 million d'Arméniens ont été massacrés par le gouvernement ottoman. L'écrasante majorité des historiens considèrent largement l'événement comme un génocide. En 2009, Ankara et Erevan sont parvenus à un accord à Zurich pour établir des relations diplomatiques et ouvrir leur frontière commune, mais la Turquie a déclaré plus tard qu'elle ne pourrait pas ratifier l'accord tant que l'Arménie ne se serait pas retirée du Haut-Karabakh. En 2020, la Turquie a fortement soutenu l'Azerbaïdjan dans le conflit de six semaines avec l'Arménie sur le Haut-Karabakh qui s'est terminé par un accord de paix négocié par la Russie qui a permis à l'Azerbaïdjan de prendre le contrôle d'une partie importante du Haut-Karabakh.

Par Jean Eckian

7-Les Nouvelles d'Arménie

25/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90388

Limogeages en série à la tête de l'armée arménienne

Le chef d'état major de l'armée arménienne, Artak Davtian, n'aura pas tenu plus d'une année à son poste. Un an après la fronde de l'état-major arménien, dont le chef de l'époque avait appelé à la démission du premier ministre Nikol Pachinian,

qui le relevait aussitôt de ses fonctions, provoquant une crise grave avec l'institution militaire, avant de le remplacer par Artak Davtian, ce dernier a été lui aussi limogé jeudi 24 février, avec une brochette de généraux, confirmant une crise persistante dans l'appareil militaire arménien, en refondation après la défaite dans la guerre du Karabagh de l'automne 2020. Le gouvernement n'a pas voulu s'expliquer sur les motifs des décrets lancés par N. Pachinian pour le limogeage d'A. Davtian, de l'un de ses adjoints, le lieutenant-général Andranik Makarian, ainsi que des commandants d'unités de l'infanterie blindée et du génie et du chef d'une division spéciale en charge de l'éthique militaire. Tous les généraux, à l'exception d'A. Davtian ont été remplacés dans la journée. Le gouvernement n'a pas donné de nom dans l'immédiat pour le remplaçant du chef de l'armée. Cette série de limogeages intervient quelques jours après que les chefs des services de renseignements militaires et de la logistique eurent été relevés de leurs fonctions, laissant présager une vaste purge dans les rangs de l'armée arménienne. Pachinian avait placé Davtian à la tête de l'état major en mars 2021. Son prédécesseur, le colonel-général Onik Gasparian, avait été limogé après avoir lancé un appel, signé par une quarantaine de hauts gradés, accusant le gouvernement de Pachinian d'incompétence et de mauvaise gouvernance et demandant sa démission. Mais l'avenir de Davtian à la tête de l'armée arménienne semblait compromis depuis son implication, l'automne dernier, dans une enquête criminelle relative à la fourniture d'équipements et de munitions prétendument défectueux aux forces armées du pays. Deux autres généraux, ainsi que l'ancien ministre de la défense Davit Tonoyan et un marchand d'armes privé avaient été arrêtés dans le cadre de cette même enquête en septembre. Ils avaient été accusés, comme Davtian, de fraude et corruption dont le coût pour l'Etat arménien est estimé à quelque 2,3 milliards de drams (4,7 millions de dollars). Comparissant devant le tribunal le 19 janvier, les prévenus avaient démenti avec véhémence les accusations qui avaient été portées contre eux, sur la base de roquettes air-sol obsolètes qui auraient été fournies à l'armée de l'air arménienne. Ces derniers limogeages au plus haut niveau de l'armée arménienne coïncident avec la première visite à Moscou que devait effectuer jeudi le ministre arménien de la défense Suren Papikian, au son du canon que faisait tonner la Russie en Ukraine. Le ministère arménien de la défense a indiqué que S. Papikian devait rencontrer son homologue russe Sergei Shoïgu et d'« autres officiels de haut rang ». Un baptême du feu pour le ministre arménien de la défense, dans un contexte de crise provoqué par l'offensive russe en Ukraine, à l'ordre du jour des discussions au même titre que le conflit arméno-azéri autour du Haut Karabagh,

qui mettent à rude épreuve l'alliance entre l'Arménie et la Russie, deux jours après que MM.Poutine et Aliev ont conclu un accord de coopération, y compris dans le domaine militaire.

Par Garo Ulubeyan

8-Le Courrier d'Erevan

25/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/larmenie-et-la-france-celebrent-le-30e--anniversaire-de-leurs-relations-diplomatiques>

L'Arménie et la France célèbrent le 30e anniversaire de leurs relations diplomatiques

Le 24 février 2022, l'Arménie et la France ont célébré le 30e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques.

"Il y a 30 ans l'Arménie et la France établissaient des relations diplomatiques, marquant ainsi le début de nos relations privilégiées, fondées sur l'amitié pluriséculaire et renforcées par une excellente coopération dans plusieurs domaines", a déclaré le ministère arménien des Affaires étrangères.

La France est l'un des plus importants partenaires de l'Arménie et du peuple arménien, l'un des plus fiables de la famille internationale des nations. Les relations entre Erevan et Paris sont au plus haut niveau. Les parties coopèrent

activement, tant au niveau bilatéral que multilatéral, dans différentes dimensions.

Lors de la cérémonie consacrée au 30^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Arménie et la France, Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères, a notamment annoncé la tenue à Paris d'un Forum arméno-français, sous le haut patronage du Président français, qui ouvrira de nouvelles perspectives pour la jeunesse arménienne et contribuera au renforcement des relations bilatérales arméno-françaises.

"Depuis trente ans, la France est plus que jamais solidaire de l'Arménie, pour l'aider à se reconstruire et à se tourner vers l'avenir. C'est un moment de joie. Vive l'amitié franco-arménienne ! Et aux affaires pour les 30 prochaines années ! "
- a déclaré le diplomate français.

9-Les Nouvelles d'Arménie

24/02/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90359

L'Arménie fait preuve de prudence

Ce jeudi 24 février, une délégation conduite par le ministre arménien de la Défense Suren Papikyan est partie pour la Russie, a déclaré le ministère de la Défense dans un communiqué. Dans le même temps, l'ambassade d'Arménie en Ukraine a fait savoir qu'elle maintient un contact permanent avec les citoyens arméniens.

La veille, le mercredi 23 février, l'Arménie s'est abstenue de se ranger publiquement du côté de la Russie dans l'impasse croissante qui l'oppose à l'Ukraine et à l'Occident. Le ministère arménien des Affaires étrangères a indiqué

qu'Erevan ne se joindra pas à Moscou pour reconnaître deux régions séparatistes de l'est de l'Ukraine comme des républiques indépendantes. « Il n'y a pas de telle question à l'ordre du jour », a déclaré le porte-parole du ministère, Vahan Hunanian, dans des commentaires écrits. « Nous voulons certainement que les problèmes existants entre les deux États amis soient résolus par le dialogue diplomatique, les négociations, et conformément aux normes et principes du droit international et de la Charte des Nations unies », a-t-il ajouté. « Nous espérons que les mesures nécessaires seront prises pour réduire les tensions et résoudre la situation de manière pacifique. » Le chargé d'affaires ukrainien à Erevan, Denis Avtonomov, a salué cette prise de position. « Nous sommes reconnaissants », a déclaré Avtonomov lors d'une conférence de presse. « Malheureusement, le droit international et la Charte des Nations unies ont cessé d'exister pour la Fédération de Russie, car il en va de même pour les accords de Minsk [2014] », a-t-il ajouté. Le diplomate a fait référence à la décision du président russe Vladimir Poutine de reconnaître la République populaire de Donetsk et la République populaire de Lougansk autoproclamées, qui a suscité une forte condamnation de la part des États-Unis et de l'Union européenne.

M. Poutine s'est entretenu avec le Premier ministre Nikol Pashinian quelques heures avant d'annoncer la décision lundi en fin de journée. Selon le service de presse de M. Pashinian, les deux hommes ont discuté, entre autres, de « la situation actuelle des relations russo-ukrainiennes. » Les ministres des Affaires étrangères russe et arménien ont également parlé de la crise ukrainienne lors d'un appel téléphonique la semaine dernière. L'Arménie est depuis des décennies le principal allié régional de la Russie. Sa dépendance à l'égard de Moscou en matière de défense et de sécurité s'est encore renforcée depuis la guerre de 2020 dans le Haut-Karabakh. Les gouvernements ukrainiens successifs ont soutenu une résolution du conflit du Karabakh basée sur l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

10-Le Courrier d'Erevan

24/02/2022

Le ministère arménien des Affaires étrangères s'exprime sur l'accord de coopération militaire entre la Russie et l'Azerbaïdjan

Le 22 février, Moscou annonçait un renforcement de sa coopération militaire avec Bakou. La déclaration envisage un appui russe dans la fourniture d'armements modernes, d'équipements militaires, ainsi que dans d'autres domaines.

Revenant sur cette [déclaration](#), le ministère des Affaires étrangères arménien par la voie de son porte-parole, Vahan Hunanyan, souhaite que sa mise en œuvre favorise davantage la mise en œuvre des dispositions des trois déclarations trilatérales adoptées par les dirigeants de l'Arménie, de la Russie et de l'Azerbaïdjan, pour un règlement global du conflit du Haut-Karabakh dans le cadre du groupe de Minsk.

Répondant aux questions de l'agence Armenpress qui l'interrogeait sur la position arménienne à propos de cette déclaration, il a également rappelé que « *la coopération interétatique alliée établie entre l'Arménie et la Russie, qui se fonde sur une amitié séculaire entre les deux peuples se suffit à elle-même et n'est nullement conditionnée aux relations avec des pays tiers, sauf à se développer au détriment de l'alliance arméno-russe. L'histoire et les documents signés en attestent. Erevan et Moscou, y compris aux plus hauts niveaux, prennent constamment des mesures pour élargir les relations bilatérales et multilatérales au profit du développement de nos pays dans des conditions de sécurité garantie.* »

11-Eurasianet

24/02/2022

<https://eurasianet.org/ahead-of-ukraine-invasion-azerbaijan-and-russia-cement--alliance>

Ahead of Ukraine invasion, Azerbaijan and Russia cement “alliance”

To many in Azerbaijan, it appeared that the new agreement was aimed at ensuring their country’s loyalty to Russia during the attack on Ukraine. Officials said the timing was just a coincidence.

[Heydar Isayev, Joshua Kucera](#)

Two days before Russia launched a massive invasion of Ukraine, President Vladimir Putin signed a wide-ranging agreement with his Azerbaijani counterpart, Ilham Aliyev, deepening their diplomatic and military cooperation. The signing of the declaration “brings our relations to the level of an alliance,” Aliyev [said](#) after the signing in Moscow. Just hours before, Putin had announced that Russia was formally recognizing the Ukrainian breakaway republics of Donetsk and Luhansk. Azerbaijan - which forcefully argues for the principle of territorial integrity when

it comes to its own breakaway territory of Nagorno-Karabakh - has [remained silent](#) on Moscow's recognitions. Just after Aliyev flew home, on the morning of February 24, Russia launched its invasion; official Baku also has yet to comment on that.

To many in Azerbaijan, it appeared that the new alliance was aimed at ensuring their country's loyalty to Russia ahead of the attack on Ukraine. "Signing the day before the invasion was not a simple coincidence," Fuad Shahbaz, a UK-based Azerbaijani analyst, told Eurasianet. "It was likely intended to ensure that Azerbaijan did not get involved in any Western anti-Russian campaign." Defenders of the government argued that the document was in fact in the works for months and that the date of its signing was a mere coincidence. "One argument of those who oppose the Moscow Declaration is that the document coincides with the real threat to Ukraine's territorial integrity and Russia's recognition of the separatist regions. Thus, Azerbaijan is supposedly demonstrating its support for Russia in this conflict," went an [unbylined analysis](#) in the pro-government outlet Qafqazinfo published the day the agreement was signed. "Yes, the date of signing the document indeed comes at a very difficult time, but it is absurd to give it any political meaning."

At a February 23 meeting in Moscow between Aliyev and prominent Russian journalists, Dmitriy Kiselev asked Aliyev himself about the timing of the signing, noting that it came "during these changing times," without further specifying. Aliyev also suggested that the timing was a coincidence and that the date had been worked out long in advance of the developments in Ukraine. "Of course, I did not consider the possibility of changing this date," Aliyev [said](#). The [43-point agreement](#) covers bilateral cooperation in a number of spheres, but it is in the foreign policy and military realms that it carries its greatest implications. Point 4 stipulates that the two countries, "holding the same or similar positions on topical international issues, deepen constructive cooperation." Point 7 obliges them to "refrain from any actions that, in the opinion of one of the Parties, damage the strategic partnership and allied relations of the two states." To many Azerbaijanis, that was too much. "Did you read it carefully?" Ali Karimli, the head of the opposition Popular Front Party of Azerbaijan, [wrote](#) on his Facebook page. "One of the parties (of course it will be Russia) can decide by itself that an activity of the other party (Azerbaijan) "damages allied relations." And then we have to refrain from that activity. With this point alone we have given Russia the authority

to supervise all our activities and make us refrain from any activity.”

The agreement also includes several provisions on mutual military aid, including a stipulation that the two sides “may consider the possibility of providing each other with military assistance.” At the meeting with journalists, Kiselev also asked Aliyev whether Azerbaijan was considering joining the Collective Security Treaty Organization (CSTO), the Russia-led security bloc. Baku has long resisted Moscow’s entreaties to become a member, and Aliyev said that the new agreement rendered the issue moot. “In my opinion, this [agreement] is enough. After all, it is clear that it is Russia which made the CSTO. If Russia were not in the CSTO, no one would remember the CSTO,” he said. “A step has already been taken to increase the level of military-political cooperation between Russia and Azerbaijan.”

Significantly, the document binds both countries to recognize each other’s territorial integrity. For Baku, this means that Moscow sees Nagorno-Karabakh as Azerbaijani territory, which Russia has previously declined to formally do. “Russia has never, at the top level, officially and explicitly confirmed Azerbaijan’s territorial integrity on any occasion, not even in multilateral contexts,” Kamal Makili-Aliyev, an Azerbaijani expert on international law, told Eurasianet. “This is why the declaration is important.” There are several other potentially significant provisions. As per point 25, Azerbaijan and Russia agree to “refrain from carrying out any economic activity that causes direct or indirect damage to the interests of the other Party.” Azerbaijani officials have [promoted the idea](#) that gas from their fields in the Caspian Sea could act as a replacement for Europe should Russia cut off its own energy exports as a consequence of the Ukraine conflict. Point 40 obliges both countries to “ensure the protection, preservation and development of the historical, cultural and religious heritage, as well as the ethnic, linguistic and cultural identity of national minorities living in the territories of the Parties.” That would appear to be a reference to the many medieval Armenian churches on territory that Azerbaijan retook as a result of the 2020 war with Armenia, and which Azerbaijani officials have [repeatedly threatened](#).

The signing of the Russia alliance agreement comes after Azerbaijan last year came to a similar agreement with Turkey, known as the [Shusha Declaration](#). In that [document](#), Azerbaijan and Turkey committed to “coordinating their foreign policies,” which given the frequent disputes between Ankara and Moscow, could put Baku in an untenable position if it is obliged to do the same with Russia. “A

paradox emerges: In Azerbaijan, most people (in official and informal circles and in society) usually see the North as a potential source of danger, and the Shusha Statement is a commitment of alliance aimed at protecting our country from a potential Russian threat,” Shahin Jafarli, an Azerbaijani analyst, wrote in a [Facebook post](#). “Now it’s not clear who will protect us from whom. From what danger will Russia protect us? What threat will Turkey protect us from? What will happen when the interests of these two countries collide? What will Baku do when Ankara wants to cooperate with us against the interests of Moscow, and Moscow wants to cooperate with Ankara on any issue?” With Russia’s invasion of Ukraine, that balancing act is already being challenged, as Turkey has come out forcefully in Ukraine’s support. “We consider the military operation launched by the Armed Forces of the Russian Federation against Ukraine unacceptable and reject it,” Turkey's Foreign Ministry said in a [statement](#). “We call on the Russian Federation to immediately stop this unjust and unlawful act.” Erdogan spoke with his Ukrainian counterpart, Volodymyr Zelenskiy, on February 24, telling him that Turkey supported Ukraine’s territorial integrity. “The Russian operation against Ukraine is a blow to regional peace and security. It is unacceptable, we reject it,” Erdogan said. The day before, Erdogan had called Aliyev. “They reiterated the successful development of brotherly and friendly relations between Azerbaijan and Turkey in all areas,” according to the official [readout](#) of the call.

12-Le Courrier d'Erevan

24/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/region/aliyev-fait-de-nouvelles-declarations-sur-le--corridor-de-zangezur>

Aliyev fait de nouvelles

déclarations sur le corridor de Zangezur

Ilham Aliyev a récemment déclaré que l'Azerbaïdjan envisageait de construire une nouvelle ligne de transport d'électricité via le corridor de Zangezur.

« Nous prévoyons de construire une nouvelle ligne entre l'Azerbaïdjan et la République autonome du Nakhitchevan via le corridor de Zangezur et, de là, vers la Turquie et l'Iran. Le corridor de Zangezur n'est pas seulement un chemin de fer et une route, il jouera un rôle dans l'exportation des ressources énergétiques », a déclaré Aliyev à l'agence AzerTag.

« L'augmentation des exportations accroîtra notre importance géopolitique et nous apportera des revenus supplémentaires », a-t-il ajouté.

Il a également déclaré que l'Azerbaïdjan envisageait de construire une trentaine de centrales hydroélectriques dans les « territoires libérés ».

13-Le Courrier d'Erevan

23/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/region/les-oudis-dazerbaidjan-vont-ils-demander--lautocephalie-leglise-armenienne>

Les Oudis d'Azerbaïdjan vont-ils

demander l'autocéphalie à l'Église arménienne ?

La communauté Oudi d'Azerbaïdjan a fait circuler une déclaration dans laquelle elle revendique le patrimoine ecclésiastique du Haut-Karabakh. AZERTAC rapporte que la communauté se décrit comme « les successeurs de l'Église apostolique albanaise », qui « a été abolie en 1836 et l'Église grégorienne arménienne a tenté de s'emparer d'une partie de son patrimoine matériel et spirituel. En conséquence, la plupart des églises albanaises historiques en Azerbaïdjan et surtout au Karabakh ont été grignotées, de même que nos monuments historiques, nos archives et nos documents ont été falsifiés ».

Par Stanislav Stremidlovsky, agence de presse REGNUM

La déclaration de la communauté Oudie indique qu' « avec la restauration de l'indépendance de l'Azerbaïdjan et la pleine garantie de la liberté de conscience dans notre pays, il existe une opportunité historique de restaurer le statut de l'Église apostolique albanaise ». Et encore : « Naturellement, la renaissance de la communauté chrétienne albanaise-oudie et la restauration des monuments albanais revêtent une grande importance dans la perspective de la suppression des injustices historiques et du maintien d'une atmosphère de tolérance dans notre pays, non seulement pour l'Azerbaïdjan, mais aussi pour l'ensemble du monde chrétien. Nous, les Oudis, en tant qu'héritiers spirituels de l'Église apostolique albanaise, croyons que les églises albanaises de nos territoires libérés, comme celles de Gabala et d'Oguz, seront restaurées à un haut niveau ». La communauté exprime également sa « volonté de coopérer avec l'Église grégorienne d'Arménie et de vivre ensemble dans les territoires libérés pour le bien de la paix et de l'humanité ».

L'apparition d'un tel texte n'est pas fortuite. Le ministre azerbaïdjanais de la Culture, Anar Kerimov, a déclaré à *Report* le 3 février qu'un groupe de travail au niveau de l'État, chargé de supprimer les inscriptions arméniennes sur les « églises albanaises », était en train d'être mis en place par des personnes « connaissant l'histoire et l'architecture albanaises ». Bakou prévoit également d'associer des experts internationaux à ces activités. Le ministre a été suivi par Ali Haziyeu, chef du département des relations extérieures du Comité d'État pour

le travail avec les structures religieuses. Dans une interview accordée à APA, il a avancé deux thèses. Premièrement : l'Église albanaise est ancienne et n'a pas été établie par l'intermédiaire d'autres Églises, mais directement par les disciples de Jésus-Christ - ses apôtres. Deuxièmement : aujourd'hui, le successeur de l'Église albanaise est la communauté religieuse albano-oudie, et Bakou considère donc que tous les monuments albanais appartiennent à cette communauté religieuse. Ces déclarations indiquent que les autorités azerbaïdjanaises ont décidé de forcer le projet de création d'une Église apostolique albanaise.

L'Azerbaïdjan pourrait décider de proclamer l'Église orthodoxe albanaise, puis de demander au patriarcat de Constantinople de la reconnaître et de lui accorder le tomos d'autocéphalie, ce dont on a beaucoup parlé dans le Haut-Karabakh au début de l'année dernière. La visite mystérieuse du chef de l'administration spirituelle des musulmans du Caucase, le cheikh des musulmans Allahchukur Pachazadé, à Istanbul en avril 2021, a également jeté de l'huile sur le feu. Il y a rencontré le patriarche Bartholomée de Constantinople et l'a invité à visiter des mosquées et des églises en Azerbaïdjan et dans le Haut-Karabakh. Cela a créé une vive intrigue géopolitique dans laquelle les contours de la Turquie pouvaient être vus. Cependant, la thèse de Haziyev selon laquelle « l'Église albanaise est ancienne et n'a pas été établie par d'autres églises » suggère que Bakou pourrait être disposé à jouer sur ce point sans impliquer le Patriarcat de Constantinople.

Par exemple, en annonçant à l'avance le rétablissement de l'Église apostolique albanaise en tant que non-membre des communautés existantes (orthodoxe, catholique, anglicane et autres) et en lui transférant le patrimoine ecclésiastique du Haut-Karabakh sur le territoire contrôlé par Bakou. Bien entendu, cela placerait la nouvelle Église dans une position de paria dans le monde chrétien et créerait des tensions en matière de politique étrangère. Par exemple, la création d'un groupe de travail chargé de supprimer les inscriptions arméniennes sur les « temples albanais » a suscité une protestation de la part de la présidente de la Commission américaine pour la liberté religieuse internationale (USCIRF), Nadine Menza, bien qu'il ne s'agisse pour l'instant que d'un message sur Twitter. Elle y fait part de sa « profonde inquiétude face aux projets de l'Azerbaïdjan de supprimer les inscriptions apostoliques arméniennes dans les églises ».

Bakou a également été critiqué par le ministère arménien des affaires

